

Dans son nouvel ouvrage, *La théorie de la Propriété*, Philippe Landeux expose enfin clairement les principes qui, en la matière, découlent de sa théorie de la Cité, dite *le Civisme*. Bien sûr, cela peut parfois être fastidieux et rébarbatif, comme le sont les études juridiques et économiques, mais les démonstrations sont limpides et rigoureuses, leur vocabulaire est précis, leur logique est irréfutable, leur cheminement n'omet jamais aucune possibilité et leurs conclusions sont sans retour.

L'auteur commence par expliquer que la propriété — comme tout droit en général — n'a de sens qu'en société, et non dans « l'état de nature », règne de la guerre de tous contre tous où chacun est tour à tour chasseur et proie, où la seule constante est le chaos. Cet état hypothétique (car l'homme reste un animal grégaire), imaginé dès le dix-septième siècle par Thomas Hobbes dans *De cive* (1642) — que l'on peut traduire par *Du citoyen* — puis dans le *Léviathan* (1651), repris par John Locke dans son *Traité du gouvernement civil* (1690), et utilisé au siècle suivant par Jean-Jacques Rousseau dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755) puis *Du contrat social* (1762), est trop instable, et aboutit nécessairement à une société basée sur le droit, censé être le même pour tous. C'est ainsi que ces conceptions nouvelles ont entraîné des révolutions politiques qui ont conduit à la régression des castes et à l'accaparement de leur pouvoir par les ordres inférieurs.

Philippe Landeux enchaîne donc avec sa conception de la société, qui l'amène à définir également ce qu'est un citoyen. C'est là que réside le caractère révolutionnaire de cet ouvrage, qui démontre que, puisque les citoyens doivent être égaux en droits, dont celui de profiter de toutes les productions de leur société, le droit d'accéder au marché doit être conféré par la citoyenneté elle-même, et non plus, comme aujourd'hui, par une monnaie. L'auteur déconstruit alors une quarantaine de préjugés monétaires, afin de prouver que ce qu'il appelle L'argent – la croyance que la notion de valeur marchande est nécessaire pour échanger – est une idée fautive issue du troc. Philippe Landeux s'en tient ici aux principes, mais il est facile de vérifier que sa conception, aujourd'hui audacieuse, s'imposera demain comme le simple bon sens. Les abonnements et paiements forfaitaires sont déjà courants (Internet, téléphonie, télévision, transports, hébergement, buffets à volonté, voyages *all inclusive*, etc – le salariat lui-même n'est plus qu'un statut dont le salaire mensuel correspond dans le meilleur des cas directement au niveau d'études, alors qu'il y a encore quelques décennies, le travailleur était payé à la journée ou à la semaine, selon son rendement), ce qui est logique : le détail était adapté à un contexte de production artisanale mais devient un frein obsolète et anachronique dans un contexte de production industrielle, comme en témoignent, par exemple, les fréquentes opérations de soldes et de promotions. Les débats sur le salaire (ou revenu) universel sont au cœur de l'actualité politique et

économique, du fait de la raréfaction du travail, source normale de revenus. La technologie permettant le contrôle de la « citoyenneté » et la gestion des stocks est née seulement dans les années 1970, et beaucoup plus récemment encore en ce qui concerne la traçabilité en temps réel de chaque produit. Or, toute nouvelle technologie finit par avoir des conséquences importantes sur la législation, et généralement dans le sens de l'amélioration des conditions de vie. La monnaie elle-même tend à disparaître. Les espèces et les chèques sont de moins en moins utilisés, les crédits sont de plus en plus dématérialisés, les monnaies ne sont même plus forcément adossées ni à des métaux (comme l'or) ni à des États (avec les monnaies virtuelles sans existence fiduciaire, comme le *bitcoin* – du reste, peu importe de se faire exploiter en francs ou en euros). Dans *La crise du monde moderne* (1927), René Guénon avait déjà prévu la prochaine disparition physique de la monnaie, même s'il ne concevait pas que le principe des unités disparaisse (il condamnait la société moderne, « règne de la quantité » au détriment de la qualité).

Philippe Landeux détaille alors les conditions et la nature de la propriété, dans le cadre de la société dont il vient de poser les principes. Tous les types de propriétés sont abordés : sol, matières premières, produits finis, entreprises, idées (propriétés artistiques et intellectuelles), animaux et hommes. Ne manquent que les androïdes ! Locke, et après lui Adam Smith, qui a introduit la notion de capital dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776),

admettaient déjà tout à fait le droit de propriété physique. Les chefs de la Révolution française, dont Robespierre lui-même (notre penseur est fortement influencé par l'Incorruptible dont il a écrit une biographie et publié la somme des discours), n'étaient pas opposés à la propriété ; au contraire, elle était garantie et sacralisée par la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 : il fallait rendre à la nation — aux riches — ce qui lui revenait, et qui avait été à leurs yeux confisqué trop longtemps par l'Église et l'aristocratie. Robespierre avait toutefois blasphémé contre la propriété telle que l'entendaient les bourgeois, qui la voulaient sans limite et indissociable de l'argent, en considérant qu'elle « est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi » et qu'elle doit, en outre, être bornée, « comme tous les autres [droits], par l'obligation de respecter les droits d'autrui » (avril 1793) ; conception minimale qui préfigure celle de Philippe Landeux.

Dans la suite du texte, l'auteur aborde la propriété sous l'angle des moyens d'échange. Au dix-neuvième siècle, avec la révolution industrielle et la détention des outils de production par un petit nombre de chefs d'entreprises (détenteurs du capital), la propriété, et en premier lieu celle des moyens de production, a commencé à poser véritablement problème. Dans *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), Pierre-Joseph Proudhon, qui ne songe pas un instant à remettre en cause la monnaie, considère la propriété comme du vol légal, ce qui revient à amalgamer état de nature et société, mais qui est

cohérent pour un anarchiste. Il ajoute néanmoins une nuance — que l'on retrouve chez Landeux — entre propriété (de droit) et possession (de fait). Dans ses *Confessions d'un révolutionnaire* (1849), il considère également la propriété comme une forme de liberté et défend dans sa *Théorie de la propriété* publiée à titre posthume en 1866 le concept de propriété privée, rempart de l'individu face à l'État. Pour Karl Marx, *Le capital* (1867) est du travail accumulé et doit donc revenir aux travailleurs, tandis qu'il s'accumule dans les coffres des « capitalistes », détenteurs des moyens de production. De manière générale, les économistes sont d'accord sur la valeur-travail (aussi bien pour Adam Smith, David Ricardo, John Locke et David Hume que pour Karl Marx). Leurs querelles reposent essentiellement sur le principe d'intérêt (prohibé par les religions abrahamiques), qui est une rente sur le capital, donc le travail accumulé (lire par exemple les échanges entre Proudhon et Frédéric Bastiat sur *La gratuité du crédit* en 1848-1850) et sur l'interventionnisme de l'État, plutôt socialiste ou plutôt libéral, comme l'illustre la confrontation de 1932 entre John Maynard Keynes et Friedrich Hayek au sujet des dépenses publiques. Dans le cadre proposé par Philippe Landeux, ces polémiques n'ont pas de sens puisqu'il n'y a pas d'argent à accumuler, et que l'État n'a pas besoin de réguler les salaires, les prestations sociales et la fiscalité, ce qui fait de ce système un libéralisme national (au sens où les acteurs économiques sont libres d'agir quoique la société soit théoriquement propriétaire des

infrastructures des entreprises et de leurs productions) sans capitalisme, expérience jamais tentée pour le moment, sinon au Pays des Schtroumpfs. Les systèmes monétaires ont échoué. Dans le communisme ou l'économie distributive, dite de l'abondance (*sic*), même si tous les citoyens ont le même pouvoir d'achat, celui-ci est injuste et inefficace puisque bridé artificiellement. Les économies basées sur le rationnement frustrent tout autant les citoyens que dans le système monétaire capitaliste, et les régimes qui les appliquent sont condamnés dès le départ. Dans le solidarisme de Léon Bourgeois développé dans *Solidarité* (1896), la propriété est carrément abolie. L'idée d'en finir avec la monnaie a déjà été envisagée, mais les thèses existantes ne sont pas sérieuses, car elles tentent de moraliser le capitalisme, sans abandonner sur le plan des principes le besoin d'échanger selon des équivalences. En outre, les théories anti-monétaires (comme l'Antimonétisme, la Désargence, les projets Mocica, Vénus ou Zeitgeist) sont mondialistes et sans-frontiéristes, c'est-à-dire qu'elles se placent au-delà du cadre de la société dont elles prétendent libérer les citoyens, ce qui ne peut en dernière instance que les trahir. Quant aux mouvements dits de « troisième voie » qui tendent à être à la fois anticommunistes et anticapitalistes, comme le rexisme, le fascisme ou le gaullisme, le capital finit soit par corrompre le pouvoir soit par le circonvenir, car il est par nature le plus fort. Pour Joseph Schumpeter et Howard Bloom, – dont le titre de son histoire du capitalisme est *Le génie de la bête* (2010) – le capitalisme fonctionne

par cycles, sur l'évolution technique. Il s'agit donc d'une fuite en avant qui ne peut que lamener les peuples, les rendre toujours plus esclaves malgré des commodités dans la vie courante. Dans l'*Apocalypse* de Jean, « Nul ne pourra rien acheter ni vendre s'il n'est marqué au nom de la Bête ou au chiffre de son nom. [...] Que l'homme doué d'esprit calcule le chiffre de la Bête, c'est un chiffre d'homme : son chiffre, c'est six-cent-soixante-six [les recettes annuelles du roi Salomon : 666 talents d'or] ». Dans *777* (2009), Pierre Jovanovic a fait l'exégèse de ce texte obscur suite à la crise financière de 2008, l'apocalypse étant une vraie banqueroute planétaire, organisée par des hommes. La monnaie mènera le monde à sa perte. Max Weber, dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905), explique que le capitalisme est né du protestantisme : le capital est l'espoir d'un profit ultérieur, comme le paradis chez les catholiques. Toutes ces discussions sont désormais puériles et vaines face à la présente théorie.

Après avoir étudié les mécanismes de l'échange via la monnaie, dans l'esprit du troc, Philippe Landeux revient sur la philosophie et la psychologie de la propriété. Il va de soi que des prix variables n'ont pas de sens lorsque les produits sont fabriqués en série, et que ces derniers n'ont pas la même « valeur » selon les individus, par rapport à leurs revenus respectifs, leurs besoins, leurs goûts, leur vécu (dans son maître ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), David Ricardo distinguait déjà valeur d'usage et valeur d'échange). S'en tenant aux principes, l'auteur ne

détaille pas les conséquences de sa conception révolutionnaire, mais il est évident que libérés du joug de l'argent (et de Largent), les citoyens pourront enfin passer de la société de l'Avoir à la société de l'Être, pour reprendre les termes de l'ouvrage du philosophe marxiste Francis Cousin, *L'être contre l'avoir*(2012).

Profondément épris d'humanisme et de justice, Philippe Landeux nous invite à changer de paradigme, à s'extraire de la matrice monétaire, à sortir des cadres conventionnels. Celui qui n'a qu'un marteau comme outil voit tous les problèmes comme des clous. Il s'agit maintenant d'arrêter de compter les clous et d'utiliser le marteau pour détruire des préjugés qui durent depuis des siècles. La monnaie est comme l'hydre de Lerne : à chaque fois qu'elle résout un problème, elle en engendre d'autres, encore plus absurdes et monstrueux. C'est d'ailleurs le paradoxe (ou l'objectif) de la société capitaliste moderne, dont la technologie ne simplifie pas les procédures bureaucratiques mais les alourdit, et généralise la surveillance sans régler les conflits, comme l'a observé David Graeber dans *Bureaucratie* (2015). C'est là où le projet d'hybridation des premiers ingénieurs sociaux, comme ceux de la Société fabienne à la fin du dix-neuvième siècle (à l'origine de toutes les institutions mondiales), a réussi : on a à la fois le Plan et le Marché, le socialisme et le capitalisme, se dévorant l'un l'autre mais formant un système totalitaire qui verrouille, étouffe et détruit tout. Mais il suffit d'oser reconnaître que le roi est nu, et l'hydre, qui comme la monnaie, n'existe que par la confiance ou la foi qu'on lui

accorde, disparaît, à jamais vaincue. Les principes révolutionnaires que pose Philippe Landeux débouchent sur un champ extraordinaire de potentialités. Il devient ainsi enfin possible de concrétiser la devise républicaine, jusque-là contradictoire, comme l'avait noté Alexandre Soljenitsyne : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Jean-Yves Dufour,
Novembre 2018